Capital

"Une explosion de la zone euro ne peut plus être exclue"

23/09/11 à 9:54
Mis à jour le 26/09/11 à 11:25

L'incapacité des dirigeants à se mettre d'accord pour sortir de cette crise risque de nous plonger dans un chaos indescriptible, s'inquiète ***Thierry de Montbrial, directeur général de l'Ifri****, l'institut français des relations internationales. Il plaide pour une mise sous tutelle de la Grèce et pour une stricte politique de réduction des déficits.*

Capital.fr : L'Ifri vient de publier Ramses 2012, son rapport annuel sur la situation politique et économique mondiale. Cette année, l'ouvrage est intitulé « Les Etats submergés ? ». Submergés par la dette et incapables d'agir ?

Thierry de Montbrial : Nous sommes à un moment de vérité. Les économies occidentales sont arrivées au bout d'une logique. Depuis la seconde guerre mondiale, les Etats-Unis ont profité de leur statut de super-puissance pour faire tourner la planche à billets et s'endetter afin de financer leur croissance. Mais avec l'avènement de la Chine, ils sont en train de perdre leur hégémonie. Les Etats-Unis doivent changer de modèle. Or, ils sont en période pré-électorale et l'opposition entre Républicains et Démocrates n'a jamais été aussi idéologique. Les pays européens, eux, n'ont jamais respecté les critères de Maastricht et le niveau d'endettement a doublé depuis 2007 à cause de la crise et des plans de relance. Face à ce constat le temps presse. Or l'incapacité des Etat à mettre leur maison en ordre est inquiétante. Et les dirigeants ne sont d'accord ni sur le diagnostic ni sur les mesures à adopter pour sortir de cette crise.

Capital.fr : Ce manque de consensus risque d'aggraver la situation…

Thierry de Montbrial : Nous allons aller de crise en crise jusqu'à nous trouver au bord du précipice. La faillite de la Grèce, la baisse de la note d'un pays comme l'Italie pourraient déclencher un sursaut chez nos gouvernants,

en espérant qu'on n'en arrivera pas à dégrader la France. Aujourd'hui une explosion de la zone euro ne peut plus être totalement exclue. Le risque est tellement grand, l'inconnue est telle qu'il est aujourd'hui impossible de décrire précisément le chaos dans lequel nous serions plongés. D'où la nécessité absolue d'agir sans tarder.

Capital.fr : Comment éviter un tel scénario catastrophe ?

Thierry de Montbrial : Il faut mettre la Grèce sous la tutelle pour veiller à l'application des réformes annoncées. Les pays de l'Eurozone doivent mettre de l'ordre dans leurs affaires et s'engager dans la voie d'une gouvernance économique et financière plus proche de la pensée allemande. C'est-à-dire ne pas céder aux sirènes des néo-keynésiens et mener une politique stricte de réduction des déficits et d'amélioration de la compétitivité. Ce virage permettra ensuite d'envisager la création d'un gouvernement économique européen et de mettre en place des euro-obligations, qui permettront alors de mutualiser certains risques.

Capital.fr : La Chine, le Brésil, la Russie et l'Inde peuvent-ils profiter de cette situation ?

Thierry de Montbrial : Les BRIC s'offrent un joli coup de pub en apparaissant comme d'éventuels sauveurs. Ils adoptent un ton condescendant et la Chine donne des leçons de vertu économique. C'est de bonne guerre. Reste que si la crise perdure, la Chine n'en sortira pas indemne, vu sa dépendance aux économies américaines et européennes. Quant aux autres pays des BRIC, leur influence politique a plutôt tendance à diminuer.

Propos recueillis par Frédéric Cazenave

© Capital.fr